

# **« L'intelligence économique : pilier stratégique sous-exploité de l'économie de guerre française »**

*Par le Chef de bataillon Anthony,  
stagiaire EMSST 2025-2026, École de guerre économique*

Dans un contexte géopolitique instable, marqué par le retour des grandes puissances et la mise en lumière de menaces hybrides, la France affiche l'ambition de se préparer à une « économie de guerre ».

Une économie où la souveraineté industrielle et la résilience des filières stratégiques deviennent prioritaires. Historiquement centrée sur le secteur privé, l'Intelligence économique (IE) s'impose désormais comme une priorité de souveraineté nationale.

Son champ d'actions s'étend de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement à la lutte contre la désinformation, en passant par la protection des savoir-faire industriels.

- **Réduire les dépendances critiques et gagner en autonomie**

Face aux fragilités révélées par la guerre en Ukraine, l'IE peut permettre de cartographier les vulnérabilités de la France dans des secteurs clés afin de répondre au mieux à la volonté d'autonomie stratégique : poudres propulsives, semi-conducteurs, terres rares, composants électroniques. Cette analyse a permis, entre autres, de relocaliser la poudrerie EURENCO à Bergerac au printemps 2025, site désormais essentiel à l'autonomie militaire française.

En parallèle, des structures telles que le Comité pour les métaux stratégiques (COMES) et la Délégation interministérielle pour les approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), en lien avec des cabinets d'IE, jouent un rôle clé dans l'analyse des risques d'approvisionnement et la formulation de recommandations politiques.

- **Protéger les savoir-faire et les entreprises sensibles**

L'IE joue déjà, dans le secteur privé, un rôle de bouclier contre les tentatives de prédation économique ou technologique. Elle participe activement à la surveillance des investissements étrangers dans les

secteurs sensibles (défense, numérique, énergie) et peut recommander des vétos en cas de menace pour la souveraineté.

Ainsi l'IE est déjà au cœur des entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) telles que Thales, Safran ou MBDA, afin de renforcer leur résilience face aux risques de cyber-espionnage ou d'ingérence. Les actions conjointes de la DRSD et des départements IE des entreprises permettent ainsi de déjouer les tentatives d'intrusion ou d'espionnage industriel.

À titre d'exemple, depuis 2021, le ministère des Armées a recensé plus de 150 atteintes physiques (intrusions, cambriolages) ayant visé des entreprises de l'armement.

- **Anticiper les besoins et adapter l'appareil industriel**

L'IE ne se limite pas à la défense passive. Elle oriente aussi la transformation industrielle en analysant les évolutions des doctrines militaires (Russie, Chine, OTAN) pour anticiper les futurs besoins en armement : drones, missiles, systèmes électroniques.

Grâce à cette veille stratégique, les entreprises françaises (DELAIR et RENAULT par sa division défense) ont accéléré la production de drones, notamment avec des partenariats avec l'Ukraine.

Ces décisions sont directement alimentées par les rapports des cellules d'IE, qui identifient les tendances opérationnelles émergentes sur les champs de bataille.

- **Combattre les menaces hybrides et informationnelles**

L'IE s'étend désormais au cyberspace. Les campagnes de désinformation visant à affaiblir le soutien public à l'effort de guerre sont détectées et neutralisées grâce à une surveillance renforcée des réseaux sociaux et des médias.

En 2023, l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) a rapporté une tentative d'intrusion dans le système informatique d'un port stratégique français, visant à paralyser la chaîne logistique militaire. Grâce à un signalement précoce d'une cellule d'IE opérant dans le secteur maritime, l'attaque a été contenue avant de causer des dommages.

Cet exemple illustre l'étroite collaboration entre l'IE du secteur privé et les services de l'État pour protéger les infrastructures critiques (ports, usines, réseaux énergétiques).

- **Enjeux et limites : une montée en puissance nécessaire**

Malgré ses résultats, l'IE française reste confrontée à plusieurs défis :

- Une absence de réelle volonté politique permettant une synergie nationale.
- Des ressources humaines et technologiques sous tension, nécessitant des recrutements et des investissements massifs.
- Un équilibre délicat entre souveraineté nationale et coopération européenne.
- L'intégration de nouvelles menaces, comme l'intelligence artificielle, le quantique ou les formes émergentes de guerre économique.

Malgré le rapport parlementaire Lienmann-Lemoyne de 2023 qui préconise de « *Reconnaître plus officiellement l'IE comme une discipline ou une filière permettrait notamment d'instaurer une continuité des projets, grâce à la création de postes de spécialité dans les grandes institutions étatiques* », l'État ne s'est pas encore pleinement saisi du sujet pour créer la synergie souhaitée.

Cependant, il est à noter qu'une première étape a été franchie par la Direction générale de l'armement (DGA) qui s'est réorganisée via le « plan de transformation DGA Impulsion » en mettant en œuvre un service de sécurité économique intégré depuis janvier 2024.

En complément, le développement croissant de l'IE met en lumière des défis auxquels il convient de répondre rapidement.

À titre d'exemple, une IE trop centralisée peut restreindre l'innovation et nuire à l'attractivité économique. La gouvernance de l'IE pose également la question de l'articulation entre le secteur privé et les services de l'État. Il convient en effet de garantir la transparence sans basculer dans une logique d'exception permanente. L'enjeu majeur est donc de concilier protection et ouverture, souveraineté et coopération afin de ne pas basculer dans un protectionnisme à outrance qui nuirait à l'économie.

- **Conclusion : un levier indispensable de résilience nationale**

L'IE n'est plus un simple outil du secteur privé : elle est devenue un levier stratégique indispensable de l'économie de guerre française. En

détectant les vulnérabilités, en protégeant les savoir-faire, en orientant l'innovation industrielle et en anticipant les menaces hybrides, elle transforme la résilience nationale en un véritable avantage stratégique.

Pour que cette fonction atteigne son plein potentiel, l'État et les entreprises doivent renforcer leur coordination, investir dans les compétences et technologies clés, et inscrire l'IE dans une vision étatique partagée.

L'avenir de la souveraineté française dépend désormais de sa capacité à faire de l'IE non plus un outil, mais un véritable pilier stratégique de puissance et de sécurité.